

UNION
D'ECONOMIE
SOCIALE
POUR LE LOGEMENT



L'AGGLO
Orléans Val de Loire



Copie - JT
FNI
+ H. Touffay

Convention triennale de mise en œuvre
du **concours « 1% Relance »**
sur le territoire de l'agglomération
d'Orléans

entre l'**Agglo**
et
l'**Union d'Economie Sociale pour le
Logement (UESL)**
Fédération des organismes 1% logement

Mardi 31 janvier 2006



ACCORD DE MISE EN ŒUVRE DU CONCOURS « 1 % RELANCE » SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION D'ORLEANS

Le présent accord est passé entre :

- la communauté d'agglomération d'Orléans représentée par Monsieur Charles-Eric LEMAIGNEN, Président,

et

- l'Union d'économie sociale pour le logement (UESL) représentée par son Directeur Général, Monsieur Bertrand GOUJON

PREAMBULE

L'Agglomération d'Orléans affiche une forte ambition en matière de développement économique qui implique un accompagnement social important, tout particulièrement dans le domaine du logement. C'est dans cette perspective qu'elle a décidé de signer avec l'Etat une convention de délégation de compétences pour gérer les aides publiques à la pierre.

De son côté, par la convention Etat / U.E.S.L. du 27 octobre 2004, le 1 % Logement a décidé de renforcer son soutien à la construction locative sociale, en apportant un concours exceptionnel – dit concours «1 % Relance» - sous forme d'une enveloppe spécifique annuelle fixée dans la convention à 210 M€ sous forme de subventions pour le financement des opérations PLUS / PLAI réalisées dans le cadre du plan de cohésion sociale. Pour la mise en œuvre de ce concours, le 1 % Logement a souhaité s'inscrire dans le mouvement de décentralisation et être un partenaire apportant sa sensibilité particulière, en exprimant les besoins des entreprises et des salariés, à la mise en œuvre des politiques locales de l'habitat.

Ayant fait le constat d'objectifs ainsi partagés, l'Agglomération d'Orléans et l'UESL ont convenu de signer le présent accord qui vise à mettre en œuvre une part de l'enveloppe régionale du concours «1 % Relance» de façon concertée.

1. CADRE GENERAL DE L'ACCORD

Le présent accord s'articule autour de trois axes :

- ♦ Une contractualisation sur 3 ans glissants permettant d'établir un partenariat durable entre les signataires et d'assurer une continuité des interventions du 1 % Logement sur les zones de compétences de la collectivité.

- ♦ Une coopération entre les signataires dans les dispositifs, existants ou à créer, de connaissances du fonctionnement des marchés de l'habitat notamment dans la prise en compte des besoins des entreprises et des salariés en matière de parcours résidentiel de ces derniers.
- ♦ Le respect des engagements nationaux pris et de la procédure régionale arrêtée pour la mise en œuvre du concours «1 % Relance» qui prévoit trois phases :
 - Une première phase, à l'initiative du Préfet de Région, qui vise à échanger toutes les informations utiles nécessaires au lancement des négociations bilatérales entre bailleurs sociaux et CIL/CCI. Cet échange se fait en présence de toutes les parties concernées, y compris les représentants des collectivités délégataires. Lors de cette première phase, les représentants de la région désignés par l'UESL informent les partenaires de la dotation initiale du concours «1 % Relance» disponible pour la Région Centre.
 - Une deuxième phase de négociations bilatérales entre bailleurs sociaux et CIL / CCI, opération par opération, qui doit permettre de dégager une liste d'opérations susceptibles d'être financées par le concours «1 % Relance» avec des réservations locatives.
 - Une troisième phase de pré-bilan, sous l'égide du Préfet de région, qui consiste à exposer en parfaite transparence, les résultats des négociations bilatérales, à évoquer les difficultés éventuelles et à traiter l'ensemble des cas litigieux.

Cette dernière phase est l'occasion pour les partenaires de confronter financements disponibles et demandes, et de permettre un réajustement éventuel des enveloppes régionales intégrant l'enveloppe résiduelle mobilisée au-delà de la dotation initiale. Ce réajustement des enveloppes tient compte des programmes physiques régionaux réels et sera suivi, pour le supplément d'enveloppe dégagé, d'une nouvelle phase de négociations bilatérales. Cette procédure itérative vise à un renforcement de la coopération afin de mieux répondre aux besoins en logement.

2. MISE EN ŒUVRE D'UNE SOUS-ENVELOPPE POUR L'AGGLOMERATION D'ORLEANS

Dans le cadre de la procédure décrite au 1, avant la première phase de concertation régionale, une sous-enveloppe de la dotation initiale du concours «1 % Relance» affectée à la région Centre est réservée chaque année à l'Agglomération d'Orléans d'un commun accord entre les signataires en fonction des programmes physiques prévus par l'Agglomération d'Orléans et du niveau de réservations locatives envisagé.

Cette sous-enveloppe initiale sert de référence et a vocation à être reconduite les deux années suivantes au vu d'un bilan de l'année précédente sur la production effective et les réservations mises à disposition des CIL/CCI pour les salariés des entreprises.

Dans la deuxième phase de négociations bilatérales, les négociations sont menées entre les CIL/CCI et les bailleurs sociaux sur les programmes physiques ayant permis la détermination de la sous-enveloppe afin de fixer le montant du concours «1 % Relance» apporté à chaque programme et le nombre de réservations locatives associées, dans le respect des règles communes de la région Centre.

Enfin, avant le lancement de la troisième phase qui doit permettre d'affecter entre les régions la dotation annuelle définitive intégrant le solde disponible au-delà de la dotation initiale, il est procédé entre les signataires à une concertation pour faciliter la prise en compte des besoins de la collectivité restant à financer sur l'année. Le bilan de cette concertation est établi au plus tard le 15 novembre de chaque année.

Pour 2006, il est convenu que la sous-enveloppe sera négociée dans les conditions ci-dessus au plus tard le 31 mars 2006.

3. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA SOUS-ENVELOPPE

Afin de faciliter la mise en œuvre de la sous-enveloppe de façon coordonnée, un suivi permanent sera assuré entre les signataires :

- Pour l'Agglomération d'Orléans par Monsieur Charles-Eric LEMAIGNEN, Président de la communauté d'agglomération d'Orléans.
- Pour le 1 % Logement par Monsieur Jean-Yves VARENNE, Président du CIL Entreprises.

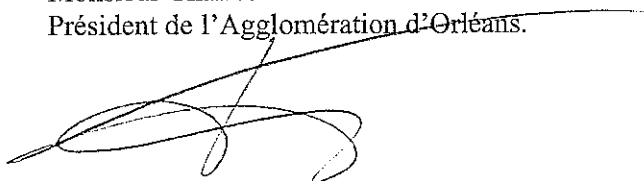
En cas de difficultés pouvant avoir des répercussions sur le niveau et les conditions d'intervention du concours «1 % Relance», le Président du CIL Entreprises informera conjointement le représentant régional pour le concours « 1 % relance» et l'UESL afin de trouver avec l'Agglomération d'Orléans des solutions aux problèmes soulevés.

4. DUREE DE L'ACCORD

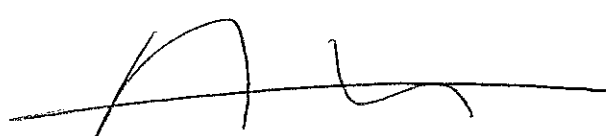
Le présent accord est conclu pour 3 ans jusqu'au 31 décembre 2008. Il sera reconductible automatiquement d'année en année sur la durée de la convention Etat / U.E.S.L. du 27 octobre 2004, soit jusqu'au 31 décembre 2009, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties 6 mois avant la date d'expiration de la période en cours.

Fait à Orléans, le 31.10.2004
en 3 exemplaires

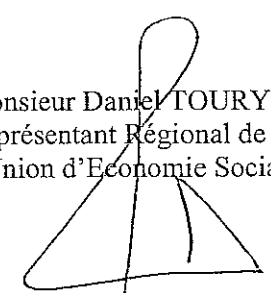
Monsieur Charles-Eric LEMAIGNEN
Président de l'Agglomération d'Orléans.



Monsieur Bertrand GOUJON
Directeur Général de l'Union d'Economie
Sociale pour le Logement.



Monsieur Daniel TOURY
Représentant Régional de
l'Union d'Economie Sociale pour le Logement.



Monsieur Jean-Yves VARENNE
Président du CIL Entreprises.

